

**AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE**  
**SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS**  
**- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -**  
**Semaines du 9 au 15 août et du 16 au 22 août 2019**

Tunisie :

- Selon l'Institut National de la Statistique (INS), la croissance du PIB en volume au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 demeurerait particulièrement faible à +1,2% en glissement annuel.
- Le déficit commercial à prix courants sur les 7 premiers mois de l'année 2019 s'est accru de +12,2% en glissement annuel.
- Les recettes touristiques de la Tunisie au 10 août 2019 ont augmenté de +44% en glissement annuel, atteignant les 3,16 Mds TND selon la Banque Centrale de Tunisie, alors que le nombre de touristes n'a progressé que de +12,8%.
- Une conférence a été organisée le 22 août 2018 à Tunis par le club finance ATUGE (association des tunisiens des grandes écoles) sur le thème « Dosage des politiques monétaire & budgétaire pour la stabilité financière ».

Libye :

- La Compagnie pétrolière nationale pourrait bénéficier de financements supplémentaires pour l'aider à réaliser les investissements prévus en 2019-2020.
- La Libye détient le 4<sup>ème</sup> stock de réserves d'or parmi les pays arabes.

**TUNISIE**

- Selon l'Institut National de la Statistique (INS), la croissance du PIB en volume au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 demeurerait particulièrement faible à +1,2% en glissement annuel.

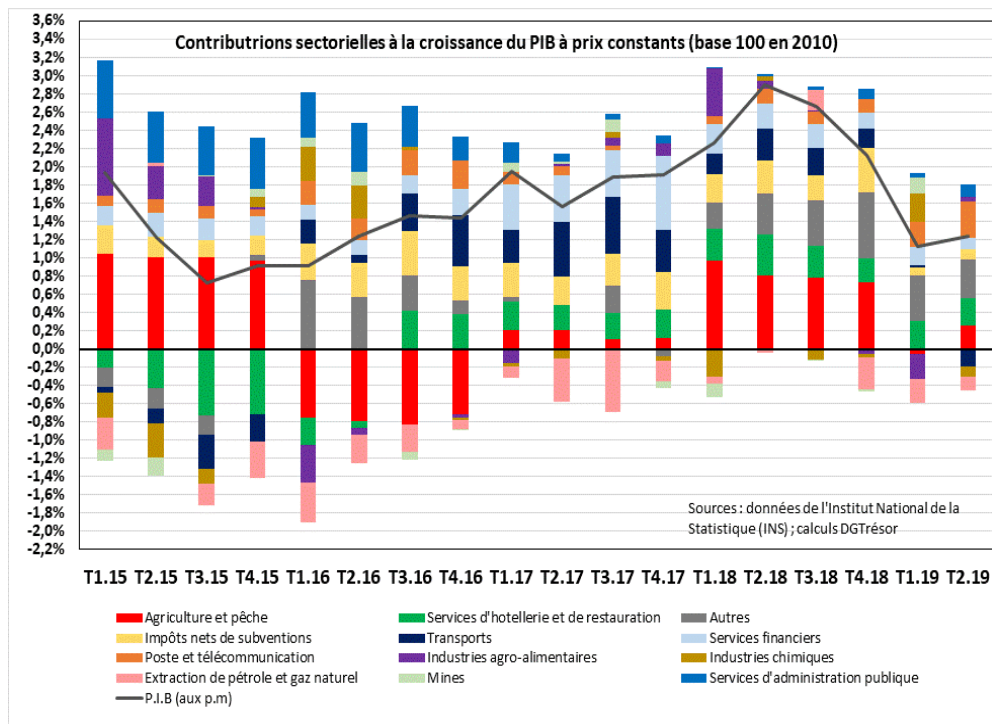
L'Institut National de la Statistique (INS) a publié les comptes nationaux trimestriels du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019.

La croissance du PIB en volume est restée atone à +1,2% en glissement annuel (g.a.) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 (T2 2019). Après 3 baisses trimestrielles consécutives (+2,9% au T2 2018, +2,7% au T3 2018, +2,1% au T4 2018 et +1,1% au T1 2019), la croissance du PIB se maintiendrait à un niveau faible, comparable aux chiffres de la période des attentats de 2015. En analysant les contributions sectorielles à la croissance du PIB (à prix constants, base 100 en 2010), il apparaît que la croissance reste peu dynamique en raison de la baisse de l'activité dans le secteur des transports (contribution négative à la croissance de -0,20 point de pourcentage – pp – au T2 2019, après +0,03 pp au T1 2019) et des industries chimiques (-0,10 pp au T2 2019, après +0,32 pp au T1 2019). La croissance du PIB demeure limitée en dépit des bonnes performances du secteur de la poste et des télécommunications (+0,40 pp au T2 2019, après +0,27 pp au T1 2019) et de la reprise de l'activité dans le secteur de l'agriculture et de la pêche (+0,25 pp au T2 2019 après -0,06 pp au T1 2019).

Par ailleurs, l'indice de production industrielle continue de se dégrader : il a chuté en juin 2019 de -4,3% en glissement annuel (après -2,8% au T1 2019 en g.a.). Cela s'explique principalement par les difficultés observées dans le secteur de l'énergie (baisse de la production de -9,8% en g.a.), notamment dans le secteur du raffinage du pétrole (-66,7% en g.a.). L'ouverture prévue du site pétrolier de Nawara d'ici fin 2019 devrait permettre d'enrayer cette dynamique négative.

- *Le déficit commercial à prix courants sur les 7 premiers mois de l'année 2019 s'est accru de +12,2% en glissement annuel.*

Selon les dernières données publiées par l'Institut National de la Statistique (INS), le déficit commercial sur les 7 premiers mois de l'année 2019 a progressé de +12,2% en glissement annuel (g.a.). Ainsi, il s'élevait à 11,16 Mds TND fin juillet 2019, contre 9,95 Mds TND fin juillet 2018. La hausse des exportations en valeur (+12,5% sur les 7 premiers mois de l'année 2019 en g.a. à 26,7 Mds TND) est légèrement inférieure à celle des importations en valeur (+12,9% de janvier à juillet 2019 en g.a. à 37,9 Mds TND). Ces variations sont liées principalement à un effet prix : les exportations en volume (prix constants, base 2015) ont diminué de -3,8% sur les sept premiers mois de 2019 en g.a. et les importations en volume ont chuté de -6,2% sur la même période. Pour rappel, au 31 juillet 2019, le taux de change TND/EUR a peu évolué sur un an (dépréciation du dinar face à l'euro de -1,9% sur la période). Sur le plan sectoriel, les exportations en valeur issues des secteurs de l'agriculture et des industries agro-alimentaires ont diminué de -13% sur les 7 premiers mois de l'année 2019 en g.a., en lien notamment avec la chute des exportations d'huile d'olive (-41,1% en g.a. à 866,3 M TND fin juillet 2019). Du côté des importations, les importations de produits énergétiques ont augmenté de +27,3% sur les 7 premiers mois de l'année 2019 en g.a.. En conséquence, le déficit énergétique a augmenté de +45,5% en g.a. à 4,2 Mds TND fin juillet 2019. Il représente désormais 37,3% du déficit commercial total. Sur le plan bilatéral, le déficit commercial en valeur de la Tunisie est lié principalement aux échanges avec la Chine (- 3,47 Mds TND), l'Italie (- 1,78 Md TND), l'Algérie (- 1,7 Md TND),



T1.15 T2.15 T3.15 T4.15 T1.16 T2.16 T3.16 T4.16 T1.17 T2.17 T3.17 T4.17 T1.18 T2.18 T3.18 T4.18 T1.19 T2.19

- Agriculture et pêche
  - Services d'hôtellerie et de restauration
  - Autres
  - Impôts nets de subventions
  - Transports
  - Services financiers
  - Poste et télécommunication
  - Industries agro-alimentaires
  - Industries chimiques
  - Extraction de pétrole et gaz naturel
  - Mines
  - Services d'administration publique
- P.I.B (aux p.m)

la Turquie (-1,5 Md TND) et la Russie (-0,85 Md TND). *A contrario*, la Tunisie enregistre un excédent commercial vis-à-vis de la France (+2,54 Mds TND), de la Libye (+ 0,78 Md TND) et du Maroc (+0,29 Md TND).

- *Les recettes touristiques de la Tunisie au 10 août 2019 ont augmenté de +44% en glissement annuel, atteignant les 3,16 Mds TND selon la Banque Centrale de Tunisie, alors que le nombre de touristes n'a progressé que de +12,8%.*

Selon les données de la BCT, les recettes touristiques cumulées au 10 août 2019 ont atteint 3,16 Mds TND (987,5 M EUR au taux de change du jour), soit une augmentation de +44,2% en monnaie locale et en glissement annuel (les recettes atteignant 2,196 Mds TND pour la même période en 2018, soit 702 M EUR au taux de change du 10 août 2018). En euros, l'évolution est comparable (+40,75% sur la même période), ce qui signifie que la hausse des recettes touristiques n'est pas liée à un effet de change. Le nombre de touristes au 10 août 2019 a augmenté de +12,8% en glissement annuel, atteignant 5,45 millions de touristes selon le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat. En d'autres termes, les recettes par touriste ont progressé sur la période (de 455 TND à 580 TND). Pour rappel, en 2010 la Tunisie avait accueilli 6,9 millions de touristes, générant des recettes touristiques de 3,52 Mds TND sur l'année (environ 1,85 Md EUR au taux de change annuel moyen de 2010), contre 8,3 millions de touristes et 4,09 Mds TND de recettes touristiques en 2018 (1,31 Md EUR au taux de change annuel moyen de 2018).

- *Une conférence a été organisée le 22 août 2019 à Tunis par le club finance ATUGE (association des tunisiens des grandes écoles) sur le thème « Dosage des politiques monétaire & budgétaire pour la stabilité financière ».*

L'association des tunisiens des grandes écoles (ATUGE) a organisé une conférence-débat sur le « *policy mix* » en Tunisie le 22 août 2019 à l'hôtel Paris de Tunis. Les intervenants étaient M. Hakim Ben HAMMOUDA, ancien Ministre de l'Economie et des Finances (29 janvier 2014 – 6 février 2015), M. Marouane EL ABASSI, Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT). M. Sofiene HAJ TAIEB, Fondateur et Président Directeur Général de la Française Investment Solutions (LFIS) et M. Nabil KHEMIRI, Managing Director, Markets Head for North & West Africa, Citigroup. i/ M. Hakim Ben HAMMOUDA s'est dit inquiet quant aux difficultés que connaît le secteur industriel en Tunisie. Selon lui, le fait que l'agriculture soit actuellement le fer de lance de l'économie nationale interroge sur le modèle de développement actuel de la Tunisie. Il propose la suppression du régime forfaitaire à horizon 2021, la révision de la loi bancaire (en relevant le montant minimum du capital requis pour créer une banque), l'amélioration du recouvrement fiscal, pour faire de la Tunisie « *le Singapour de la Méditerranée* » : la Tunisie serait l'économie émergente faisant le pont entre l'Afrique, l'Europe et la Méditerranée. Cela nécessite selon lui « *du courage, de l'audace et un certain volontarisme* ». ii/ M. Marouane EL ABASSI a exposé la politique monétaire menée par la BCT depuis sa prise de fonctions le 18 février 2018 : 3 hausses successives du taux directeur, circulaire limitant le ratio crédit/dépôt, nouvelle répartition des collatéraux de refinancement (en exigeant une quotité fixe de 40% sous forme de titres publics négociables et de 60% de créances sur le secteur privé, contre 60%/40% précédemment). En outre, la BCT « *n'intervient plus sur le marché des changes* ». Grâce à ce durcissement de la politique monétaire, la BCT respecte désormais les critères quantitatifs exigés par le FMI dans le cadre du programme pour la Tunisie et ce sera de nouveau le cas en septembre 2019 selon M. Marouane EL ABASSI. En outre, le gouverneur de la BCT considère que la priorité de la BCT doit rester la lutte contre l'inflation, et celle-ci devrait encore baisser en août. Par ailleurs, il convient selon lui de booster l'activité économique en relançant l'investissement et en améliorant l'environnement des affaires, sans pour autant avoir une « *politique monétaire complaisante* ». Le gouvernement doit veiller à ne pas perdre le tissu industriel. iii/ M. Sofiene HAJ TAIEB est favorable à ce que les autorités tunisiennes identifient 3 secteurs pour lesquels la Tunisie dispose d'avantages comparatifs (ou du moins ne présente pas « *de désavantages comparatifs* »), et y concentrent leurs efforts. Il a cité les énergies alternatives, le digital et l'agriculture biologique. iv/ M. Nabil KHEMIRI suggère l'emploi du *hedging* par le gouvernement tunisien, i.e. un mécanisme de couverture contre les variations des cours (et notamment les matières premières, compte tenu de leur volatilité). Cela permettrait de limiter le coût budgétaire des subventions énergétiques, dans le cas où le prix du baril de pétrole augmenterait plus que prévu. Ainsi, avec une couverture même réduite, le coût budgétaire des subventions énergétiques pour l'année 2018 aurait été beaucoup plus faible selon lui, de l'ordre de 1,8 Md TND, et non de 2,7 Mds TND comme ce fut le cas en raison de la hausse du prix du baril de pétrole (à 72 USD en moyenne sur l'année, contre 54 USD prévu par le gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances). M. Nabil KHEMIRI est également favorable à un assouplissement de la réglementation en matière de change (compte de capital). Marouane EL ABASSI est allé dans son sens, en défendant l'idée d'une refonte du code des changes, jugé trop complexe. Enfin, s'agissant du secteur bancaire, M. Nabil KHEMIRI affirme qu'il y a trop de banques en Tunisie pour un marché aussi exigu et qu'il faut consolider le système bancaire. M. Marouane EL ABASSI pense que le secteur bancaire va évoluer : les règles prudentielles sont de plus en plus strictes en Tunisie et peu à peu, des banques vont disparaître, tandis que d'autres restructureront. Enfin, le gouverneur de la BCT prédit que la digitalisation va révolutionner la finance (technologie *blockchain*, etc.) et il faut anticiper cela en Tunisie dès à présent.

## LIBYE

- *La Compagnie pétrolière nationale pourrait bénéficier de financements supplémentaires pour l'aider à réaliser les investissements prévus en 2019-2020.*

Le Premier Ministre M. Fayez Sarraj s'entretient avec les ministres des Finances et du Plan, le gouverneur de la Banque centrale libyenne (BCL), le président de la National Oil Corporation (NOC) et le président du fonds souverain Libyan Investment Authority (LIA) au sujet des dossiers pétroliers en Libye. Un financement supplémentaire à la NOC est envisagé, afin d'assurer les plans d'investissement prévus pour l'année 2019-2020.

- *La Libye détient le 4<sup>ème</sup> stock de réserves d'or parmi les pays arabes.*

Selon le dernier rapport du Conseil mondial de l'or (CMO), les réserves d'or de la Libye s'élèvent à 116,6 tonnes, soit le 4<sup>ème</sup> stock parmi les pays arabes, après l'Arabie saoudite, le Liban et l'Algérie. Pour rappel, les prix de l'or sont à la hausse sur les marchés mondiaux.